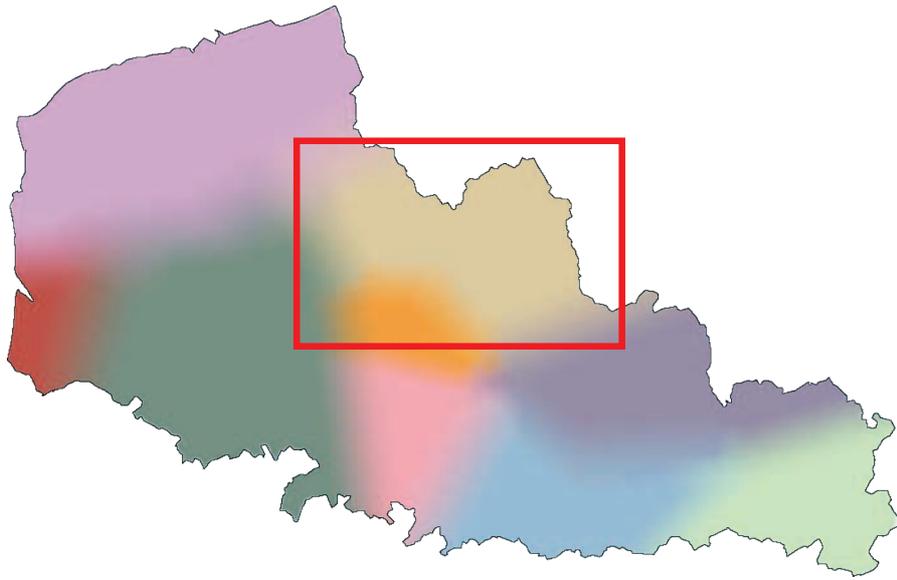


Espace Lillois



Espace Lillois - lecture prospective

Faits saillants

Tout en présentant la densité de population la plus élevée en Nord-Pas-de-Calais, avec plus de 1,3 millions d'habitants sur 1 600 km², l'espace Lillois a connu une croissance démographique plus soutenue qu'en moyenne régionale, portée à la fois par la ville de Lille et par les espaces périphériques à vocation résidentielle, en dépit d'un repli sur Roubaix et Tourcoing.

Territoire des jeunes, l'espace Lillois a une pyramide des âges atypique en comparaison des autres espaces régionaux. Le territoire concentre les étudiants venus d'autres espaces, et des jeunes actifs débutant leur vie professionnelle. Cette caractéristique correspond à des fonctions sociale et économique propre à l'espace : la fonction estudiantine du fait de la présence des grandes universités, la fonction tertiaire à même d'offrir des débouchés pour de jeunes actifs.

L'espace Lillois se démarque en effet par l'essor du tertiaire supérieur et une croissance de l'emploi plus rapide qu'en moyenne régionale – y compris sur la période récente de crise économique. Les actifs qualifiés s'y trouvent de plus en plus polarisés. Aux côtés des emplois dans les administrations publiques, la santé et l'enseignement, l'espace Lillois présente une spécificité sectorielle dans les activités financières et d'assurance, les activités juridiques, comptables et d'ingénierie et de plus en plus dans les activités informatiques et d'information. Les pôles d'activités tertiaires sont les symboles de cette économie servicielle d'envergure métropolitaine. Malgré tout, cette dynamique reste en décalage avec celle observée dans d'autres métropoles nationales, l'espace Lillois accueillant des établissements avec des activités de gestion, plutôt qu'avec des activités de conception.

Le territoire connaît des flux migratoires qui correspondent à une double logique d'attractivité en son cœur (jeunes ménages) et vers les franges (familles). Ces mouvements de population se doublent d'une géographie sociale contrastée. De fait, l'espace Lillois présente les inégalités sociales les plus marquées, auxquelles correspondent des contrastes marqués à l'échelle des communes et des quartiers. L'espace compte à la fois, en proportion importante, des ménages avec un patrimoine élevé et des revenus d'activité soutenus, et des ménages en situation de précarité, sans ressource autonome.

Structuré par une large agglomération qui s'est, au fil des décennies, densifiée et prolongée à la fois vers le nord avec un continuum de Lille jusqu'à Tourcoing, et vers l'est avec l'essor de Villeneuve d'Ascq, l'espace Lillois présente peu de zones naturelles. Les territoires les moins denses, dans les Weppes, les Flandres ou la Pévèle, sont soumis à des mouvements périurbains dont la consommation foncière se fait aussi au détriment des exploitations agricoles. Les enjeux environnementaux dépassent en outre l'espace pour atteindre une dimension régionale et même interrégionale, notamment via la gestion des ressources en eau et la qualité des nappes phréatiques, partiellement problématique.

Dynamiques territoriales

L'espace Lillois présente l'intégration urbaine la plus aboutie au sein de la région. Le continuum urbain entre Lille, Villeneuve d'Ascq, Roubaix et Tourcoing et renforcé avec les transports collectifs et l'armature routière, est devenu un ensemble métropolitain avec une intégration des marchés du travail. L'espace Lillois s'inscrit en outre dans un fonctionnement multiscalair. À l'échelle régionale, il est devenu un élément structurant des mobilités au sein du Nord-Pas-de-Calais, en interaction avec les espaces voisins et tout particulièrement avec l'espace Artois-Gohelle. Se pose à cet égard la question d'un « débordement » de l'espace à ses franges, du fait des mouvements de périurbanisation en direction des Weppes et de la Pévèle, avec pour corollaire des enjeux de mobilité et de saturation des axes de transport.

Les dynamiques territoriales seront, à l'avenir, à apprécier à l'échelle internationale : en tant que métropole, l'espace Lillois a l'ambition de s'articuler aux capitales qui l'environnent – Bruxelles, Paris et Londres. L'accessibilité à grande vitesse, par le TGV et la desserte aérienne, sera à ce titre un atout. De même, à l'échelle transfrontalière, l'espace Lillois s'inscrit dans une métropole franco-belge aux contours fluctuant, de l'Eurométropole à l'Aire métropolitaine de Lille, dont la réalité opérationnelle reste à asseoir sur les prochaines décennies.

Enjeux prospectifs

Quel modèle de développement ?

Dans un contexte européen où le développement est porté par les grandes villes, l'espace Lillois poursuit une stratégie de métropolisation qui l'amène à se positionner comme le principal moteur de croissance au sein de la région. Se pose alors la question de sa capacité à assurer un effet d'entraînement en termes d'emploi et de bien-être pour sa population mais également pour l'ensemble de la région.

Axé sur une économie de service d'ambition métropolitaine, l'espace Lillois fait face à un double enjeu de positionnement : les services tertiaires lillois sont-ils adaptés aux besoins régionaux et transfrontaliers du tissu productif ? Les services tertiaires lillois ont-ils une visibilité susceptible d'assurer une attractivité économique en direction de groupes internationaux, soit en termes de débouchés, soit en termes de nouvelles implantations ?

La réponse à cette problématique est en partie liée à la capacité de l'espace à développer des filières d'excellence et des secteurs spécialisés, par exemple dans le domaine Biologie-santé-nutrition ou TIC-image. Ces domaines d'activité restent toutefois exposés à des mutations permanentes, nécessitant d'importantes innovations pour développer de nouveaux marchés, comme pour les filières Textile et matériaux innovants ou Distribution et vente à distance.

Dans cet espace où l'artificialisation est prononcée, il peut être paradoxalement plus aisé d'actionner des leviers pour promouvoir le développement durable : des éco-logements plus faciles à financer dans un marché immobilier axé sur des logements collectifs, des transports durables permis par la densité de population, une réhabilitation foncière facilitée par la présence de friches à proximité de zones économiques demandées et valorisées... Autant de perspectives permettent d'accélérer le développement économique en lien avec une démarche de soutenabilité et de préservation des ressources.

Quelles conditions pour vivre ensemble ?

En lien avec la densité de population et la gestion d'une pression foncière croissante, la vie collective dans l'espace Lillois s'accompagne d'une problématique environnementale pour faire face à la pression qu'exercent l'activité humaine et le rythme d'une métropole en termes d'empreinte écologique. Ces éléments, aux côtés du niveau des services et de la qualité du climat social, déterminent aux yeux de ses habitants, la qualité de vie en ville, et auront un impact à plus long terme sur sa capacité à attirer de nouveaux habitants.

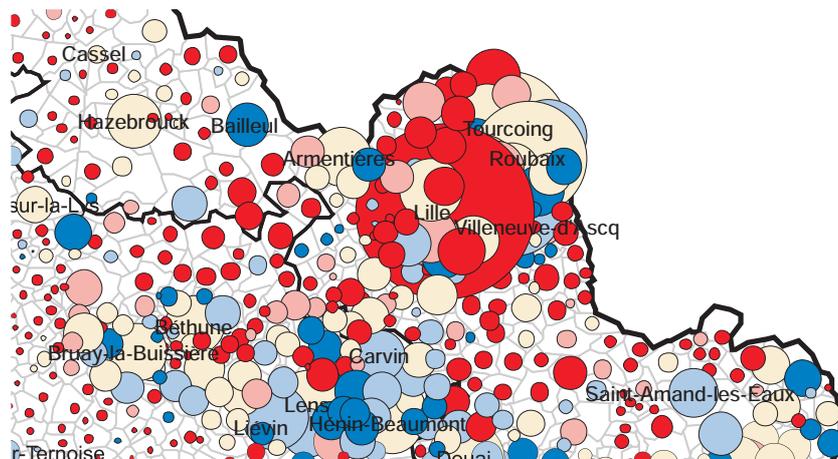
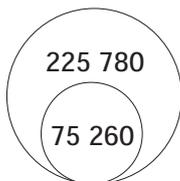
La vie collective pose aussi la question de la cohésion sociale dans cette terre de contrastes, entre groupes d'âges (jeunes et séniors) et entre groupes sociaux (ménages aisés et précaires). Dans un contexte de tension de l'accès au logement, l'espace doit veiller à préserver des quartiers « mobiles », ie des quartiers autorisant un renouvellement démographique et social, et des zones de respiration associant étudiants et actifs, ménages de revenus divers, locataires et propriétaires... Avec, à la clé, la capacité à concilier une identité locale, à l'échelle d'un quartier ou d'une commune, et une identité métropolitaine, encore émergente.

Foyers de peuplement

Nombre d'habitants en 2008 et évolutions récentes

Taux de croissance annuel moyen entre 1999 et 2008 (%)

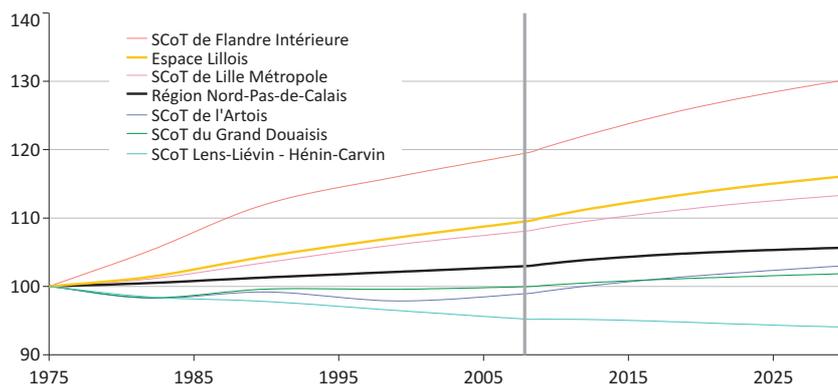
- Supérieur à 0,5
- De 0,2 à 0,5
- De -0,2 à 0,2
- De -0,5 à -0,2
- Inférieur à -0,5



© IGN - Insee 2012

Source : recensements de la population 1999 et 2008 (Insee).

Évolution de la population de 1975 à 2030



Sources : recensements 1975 à 2008 et projections tendancielles à horizon 2030 (Insee).

Population en 2008 : 1 358 100

soit 33,7 % de la population régionale

Densité de population : 847 hab/km²

contre 324 hab/km² en moyenne régionale

Projection en 2030 : 1 445 700 habitants

soit 35 % de la population régionale

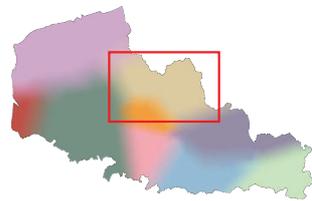
Évolution globale : + 6,5 %

contre + 2,8 % en Nord-Pas-de-Calais

Un croissant métropolitain tiré par Lille, des pourtours périurbains en pleine croissance

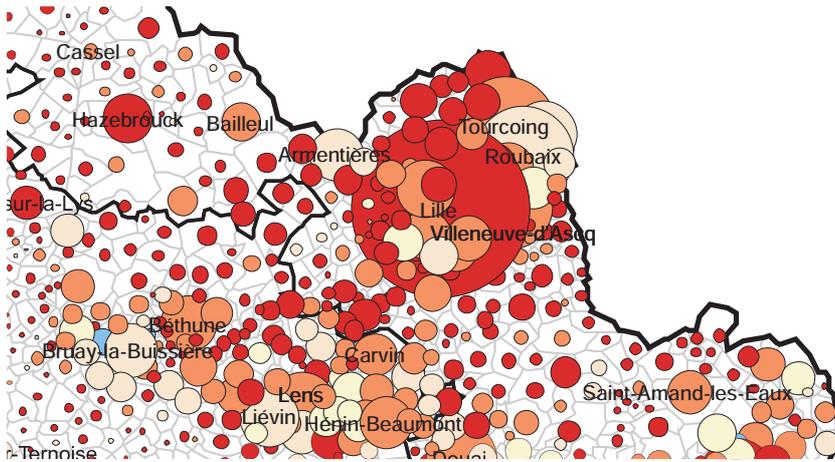
Composé d'un vaste cœur métropolitain densément urbanisé et d'un pourtour périurbain fortement polarisé, l'espace Lillois est structuré par une conurbation de dimension unique à l'échelle régionale. Il se compose en premier lieu d'un croissant de 4 villes de plus de 50 000 habitants, avec Lille (225 800 habitants), Villeneuve d'Ascq (62 700 habitants), Roubaix (95 900 habitants) et Tourcoing (92 600 habitants). À lui seul, ce croissant métropolitain regroupe le tiers de la population de l'espace Lillois. L'armature urbaine est renforcée par une dizaine de communes de plus de 20 000 habitants, soit intrinsèquement liées au cœur métropolitain (Wattrelos, Marcq-en-Baroeul, Lambersart, La Madeleine...) soit constituant des pôles relais en périphérie (Armentières et Hazebrouck). Au final, les deux tiers de la population de l'espace résident dans des communes comptant plus de 10 000 habitants, quand cette proportion n'excède pas la moitié dans l'espace Artois-Gohelle ou l'espace Hainaut-Sambre, aussi densément peuplés.

L'espace Lillois a connu une croissance démographique deux fois plus soutenue qu'en moyenne régionale au cours de la dernière décennie. Cette évolution correspond à une croissance importante de la population des pourtours périurbains, avec des « lignes » de peuplement en étoile, liées aux infrastructures routières mais aussi aux opportunités foncières, vers les Flandres, le Béthunois, le Douaisis, le Valenciennois. Les espaces à caractère périurbain proches de la frontière belge ont également connu des hausses soutenues, au nord-ouest. Dans le cœur métropolitain, des dynamiques contrastées ont pris place entre la ville de Lille, qui a gagné près de 13 000 habitants en 10 ans, et les villes du versant est, comme Villeneuve d'Ascq, Roubaix ou Tourcoing, plutôt en retrait. En lien avec un solde naturel qui reste vigoureux, et une mécanique de périurbanisation qui, si elle est en partie extérieure au SCOT de Lille, reste interne à l'espace Lillois, les tendances démographiques sont orientées à la hausse, avec une croissance de l'ordre de 6 % d'ici 2030.



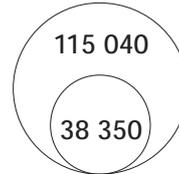
Ménages

Nombre de ménages en 2008 et évolutions récentes



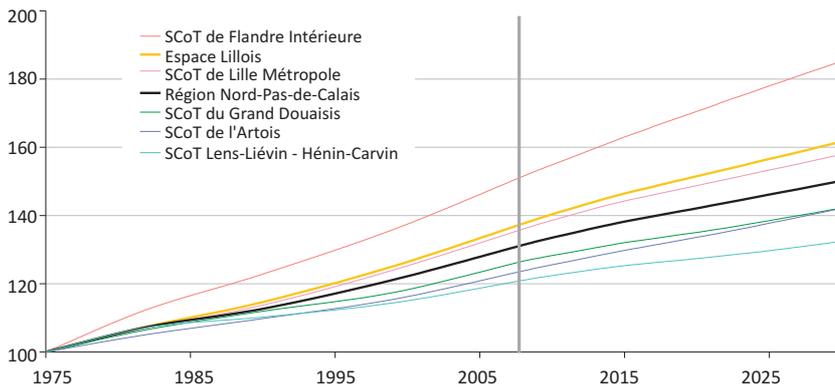
Taux de croissance annuel moyen entre 1999 et 2008 (%)

- Supérieur à 1
- De 0,5 à 1
- De 0,2 à 0,5
- De -0,2 à 0,2
- Inférieur à -0,2



© IGN - Insee 2012
Source : recensements de la population 1999 et 2008 (Insee).

Évolution du nombre de ménages de 1975 à 2030



Nombre de ménages : 554 800
soit 34,3 % du Nord-Pas-de-Calais
Part des ménages de 5 personnes ou plus : 9 %
contre 9,1 % en moyenne régionale

Projection en 2030 : 652 900 ménages
soit 35,3 % du Nord-Pas-de-Calais
Évolution globale : + 17,7 %
contre + 14,3 % en Nord-Pas-de-Calais

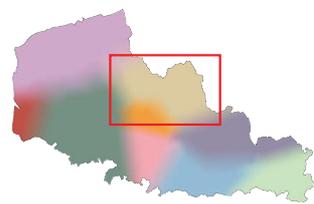
Sources : recensements 2008 et projections tendanciennes en 2030 (Insee).

Organiser l'espace métropolitain pour accueillir 5 000 ménages de plus chaque année

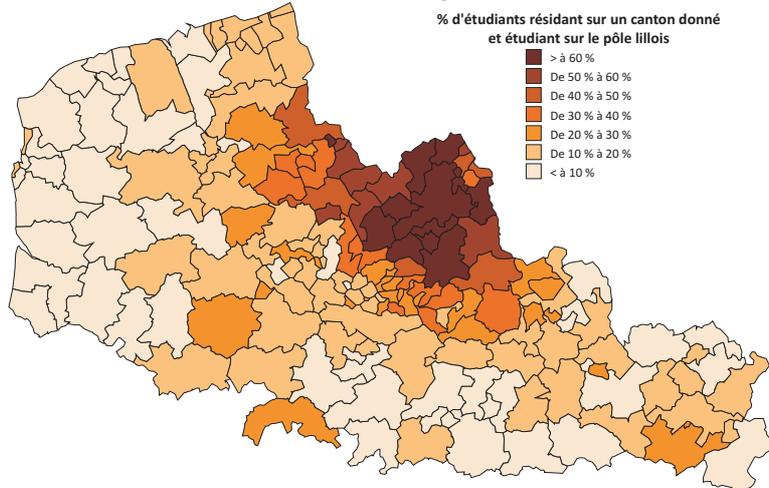
Comptant près de 555 000 ménages, l'espace Lillois regroupe le tiers des ménages du Nord-Pas-de-Calais. Au sein de l'espace, près de 115 000 ménages résident sur la seule ville de Lille, qui concentre de petits ménages (personnes seules, couples sans enfant) du fait de la plus grande présence d'étudiants et de jeunes actifs. Lille, à elle seule, a accueilli près de 15 000 ménages de plus depuis 1999. À l'inverse, les autres grandes villes du croissant métropolitain ont connu une hausse plus modérée du nombre de ménages, uniquement portée par les mouvements de décohabitation. La taille des ménages y demeure cependant élevée : autour de 2,5 personnes par ménage sur Villeneuve d'Ascq, Roubaix ou Tourcoing, contre moins de 2 personnes par ménage sur Lille. Le potentiel de décohabitation y reste donc assez soutenu. Globalement, l'espace Lillois comporte d'ailleurs une proportion de familles, et de familles nombreuses, proche de la moyenne régionale. Au-delà de la décohabitation, l'attractivité résidentielle des espaces périurbains a déjà conduit à une hausse rapide du nombre de ménages, en particulier en direction du Béthunois et vers la Pèvèle.

L'évolution du nombre de ménages s'est progressivement accélérée au cours des trente dernières années : d'abord similaire au rythme régional, elle a connu une évolution plus appuyée à compter des années 1990. Sur trente ans, l'espace a ainsi vu le nombre de ménages croître de 150 000. Cette évolution pourrait se prolonger, avec un gain de l'ordre de 100 000 ménages sur les 20 prochaines années, pour atteindre environ 653 000 ménages en 2030. Dans un espace intensément urbanisé, les modalités de localisation des ménages s'avèrent être un enjeu crucial pour le territoire. Des choix en termes d'aménagement du territoire devront être réalisés pour assurer un avenir équilibré de cet espace : faudra-t-il contenir les dynamiques périurbaines et densifier le croissant métropolitain, à l'instar de la situation spécifique de Lille ? Faudra-t-il accompagner la périurbanisation, en l'orientant sur des axes à même d'accueillir les flux, aussi bien en termes de consommation foncière que de mobilités alternantes ? Est-il possible d'organiser des pôles urbains de proximité, relais de la métropole dans des zones périphériques ?

Focus : un pôle étudiantin



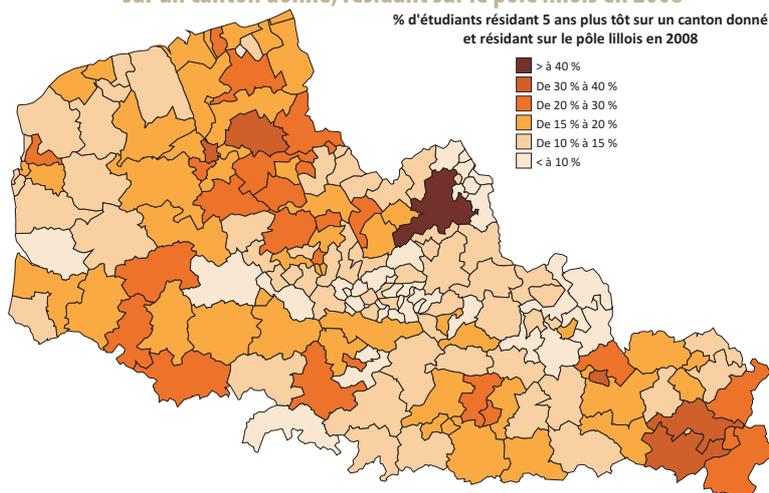
Proportion d'étudiants, parmi ceux résidant sur un canton donné, suivant leurs études sur l'espace Lillois, en 2008



© IGN - Insee 2012

Source : recensements de la population 1999 et 2008 (Insee).

Proportion d'étudiants, parmi ceux résidant 5 ans plus tôt sur un canton donné, résidant sur le pôle lillois en 2008



© IGN - Insee 2012

Source : recensements de la population 1999 et 2008 (Insee).

Note de lecture :

La première carte indique, pour chaque canton, la proportion des étudiants qui y résident et suivent des études au sein d'un établissement de l'espace Lillois. Par exemple, près de 30 % des étudiants résidant dans le canton de Marchiennes suivent leurs études dans l'espace Lillois : ces derniers effectuent des migrations régulières entre leur lieu de domicile, relevant de l'espace Hainaut-Sambre, et leur lieu d'étude, relevant de l'espace Lillois. Cette carte permet d'appréhender l'importance des migrations alternantes des étudiants en direction de l'espace Lillois.

La seconde carte présente, pour chaque canton, la proportion de jeunes aujourd'hui étudiants qui résidaient il y a cinq ans dans ce canton et se sont, depuis, installés dans l'espace Lillois. Par exemple, parmi les jeunes qui habitaient il y a 5 ans sur Boulogne-sur-Mer et sont aujourd'hui étudiants, 16,9 % résident désormais sur l'espace Lillois. Cette carte permet d'appréhender l'importance des migrations résidentielles des étudiants en direction de l'espace Lillois.

Nombre de jeunes suivant leurs études :

- sur l'espace Lillois : 93 700
- en Nord-Pas-de-Calais : 155 500

Nombre de jeunes étudiant sur l'espace Lillois sans y résider : 15 900

Nombre d'étudiants de l'espace Lillois venus s'y installer au cours des cinq dernières années :

- 13 300 originaires du reste de la région
- 15 400 originaires d'autres régions
- 3 600 originaires de l'étranger

S'installer dans le pôle universitaire ou effectuer des migrations alternantes, deux stratégies structurant la démographie de l'espace Lillois

Grâce à la diversité et la qualité de son offre de formation, le pôle universitaire lillois apparaît comme l'un des plus attractifs de France métropolitaine. En 2008, 93 700 étudiants font leurs études sur l'espace Lillois, soit près de six étudiants de la région sur dix. Un étudiant envisageant de poursuivre son cursus sur l'espace Lillois dispose de deux possibilités : soit il décide de venir s'y installer pour être à proximité immédiate de son lieu d'études, soit il effectue quotidiennement le trajet entre son lieu de résidence et son lieu d'études. Entre 2003 et 2008, 32 300 étudiants sont venus s'installer sur l'espace Lillois, dont 3 600 en provenance de l'étranger, 15 400 en provenance des autres régions françaises et 13 300 originaires du reste de la région. En termes de migrations quotidiennes domicile-étude, ils sont, en 2008, près de 15 900 à étudier sur l'espace Lillois tout en résidant en dehors.

Ces migrations dépendent essentiellement de la proximité géographique du pôle universitaire lillois. La part de jeunes résidant dans un territoire environnant et effectuant des navettes quotidiennes pour étudier sur l'espace Lillois est particulièrement soutenue dans la Flandre intérieure et l'ancien bassin minier. À l'inverse, dans les espaces les plus éloignés, les jeunes sont proportionnellement plus nombreux à déménager pour venir s'installer dans l'espace Lillois et y poursuivre leurs études. La proportion d'étudiants ayant déménagé sur l'espace Lillois entre 2003 et 2008 est ainsi de 16,9 % sur le canton de Boulogne-sur-Mer, contre 11,6 % pour celui de Lens.

Si la plus grande distance est en effet moins favorable aux migrations quotidiennes, d'autres facteurs sont susceptibles de jouer sur la modalité de déplacement vers le pôle universitaire : desserte en réseau de transport, offre locale de formation ou encore ressources financières. Ainsi, les mobilités sont globalement plus élevées en Flandre intérieure que sur l'ancien bassin minier, que ce soit en termes de migrations résidentielles ou de déplacements domicile-étude et ce, en dépit d'une proximité géographique équivalente à l'espace Lillois.

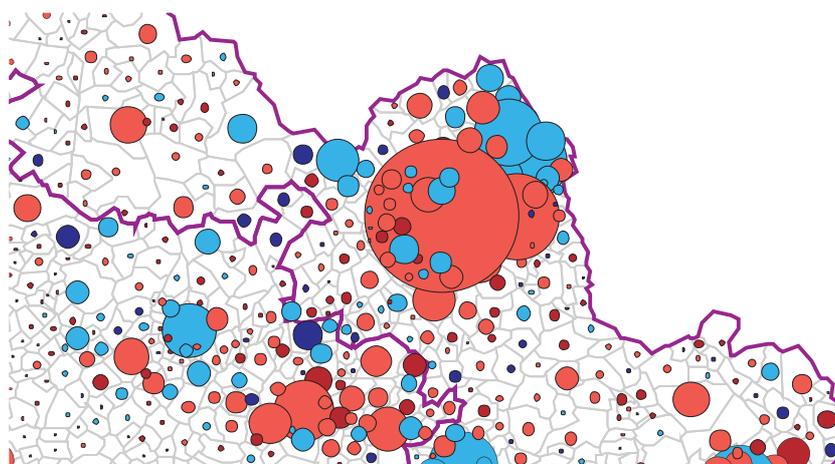
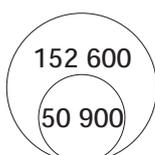
Emplois et établissements

Localisation de l'emploi en 2008 et évolution 1999-2008 chez les 25-54 ans

Taux de croissance annuel moyen en %

- De +0,02 à moins de +0,24
- De 0 à moins de +0,02
- De -0,02 à moins de 0
- De -0,32 à moins de -0,02

Emploi total au lieu de travail



© IGN - Insee 2012

Source : recensements de la population 1999 et 2008 (Insee).

Les principaux établissements employeurs en 2010

Établissements 2010 : 68 862

soit 40,7 % des établissements régionaux

1 134 établissements de plus de 50 salariés

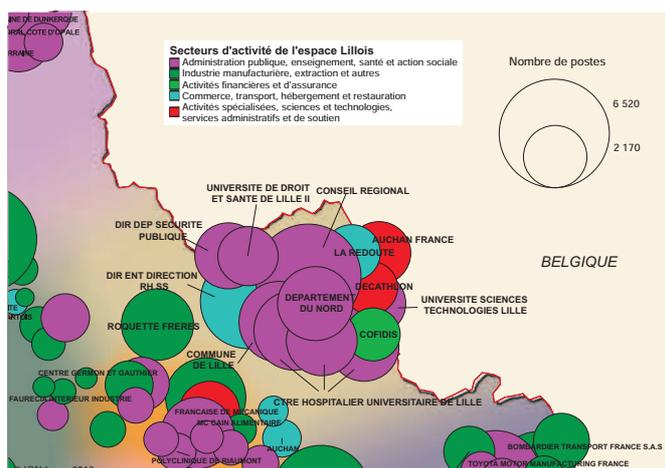
Soit 42,8 % du total régional

Emploi total en 2008 : 563 600 emplois

soit 38,2 % de l'emploi régional

Postes dans les 20 plus grands établissements :

51 703 postes



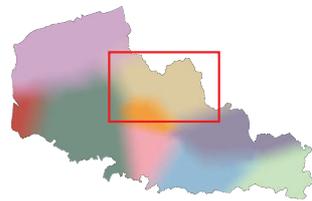
Source : Clap 2009 (Insee).

Une forte polarisation du tissu productif

L'Espace Lillois compte 563 600 emplois en 2008 : il concentre ainsi 38,2 % de l'emploi régional contre 33,7 % de la population. Il existe donc une polarisation assez marquée de l'emploi au profit de ce territoire, en lien avec la position centrale de l'agglomération lilloise. Au sein de l'espace, l'emploi est largement concentré sur les principales villes : 27 % de l'emploi de l'espace est localisé sur la seule commune de Lille et cette proportion passe à 48 % en considérant les quatre communes de Lille, Villeneuve d'Ascq, Roubaix et Tourcoing.

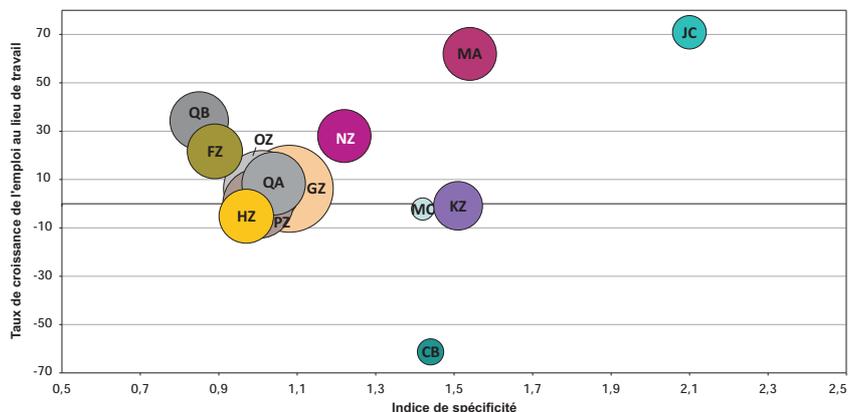
L'emploi occupé par des actifs de 25 à 54 ans a progressé de + 2,1 % entre 1999 et 2008, soit un peu plus rapidement qu'en moyenne régionale. Cette donnée globale masque des écarts internes considérables. L'emploi a ainsi nettement plus progressé sur les communes de Villeneuve d'Ascq (+ 18,9 %) et de Lille (+ 9,9 %), de même que sur de nombreuses communes périphériques, localisées notamment entre l'agglomération lilloise et l'ancien bassin minier. En revanche, il a fortement diminué sur d'autres zones, comme au nord-est de l'agglomération lilloise : - 5,0 % sur Roubaix et - 12,8 % sur Tourcoing.

L'espace Lillois compte près de 68 900 établissements en 2010, soit 40,7 % du total régional. Les principaux établissements employeurs sont essentiellement situés sur les communes de Lille et de Villeneuve d'Ascq. Il s'agit, en premier lieu, d'administrations publiques tels que les centres hospitaliers, les universités, la commune de Lille ou le Conseil Régional (dont une majorité de postes rattachés administrativement à Lille sont en réalité localisés sur l'ensemble du territoire régional). Certains grands établissements appartiennent également aux secteurs du commerce et des transports : c'est le cas de La Redoute, localisée sur Roubaix, et de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, installée sur Lille. Deux établissements spécialisés dans les activités techniques et les services administratifs sont situés sur Villeneuve d'Ascq : les sièges de Auchan France et Décathlon. Enfin, en Flandre intérieure, l'établissement Roquette Frères est spécialisé dans l'industrie agroalimentaire (spécialisation dans la fabrication de produits amyliacés).



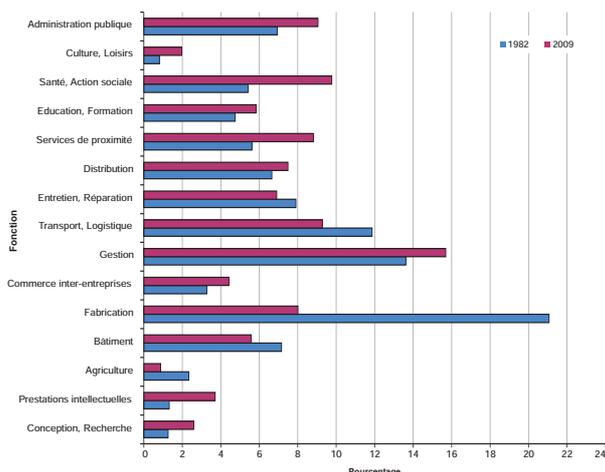
Spécialisations économiques

Spécificités sectorielles et dynamique de l'emploi



Note : voir les annexes pour la nomenclature des codes d'activité.
Sources : recensements de la population 1999 et 2008, Clap 2009 (Insee).

Répartition de l'emploi par fonction



Indice de spécificité sectorielle en 1975 : 21,2
Région : 18,2
Indice de spécificité sectorielle en 2008 : 9,2
Région : 7,6

Emplois sphère non présenteielle 1982 : 46,5 %
Région : 48,4 %
Emplois sphère non présenteielle 2008 : 35,2 %
Région : 34,9 %

Source : recensements de la population 1982 et 2009, exploitation complémentaire (Insee).

Une spécialisation sur des secteurs tertiaires en forte croissance

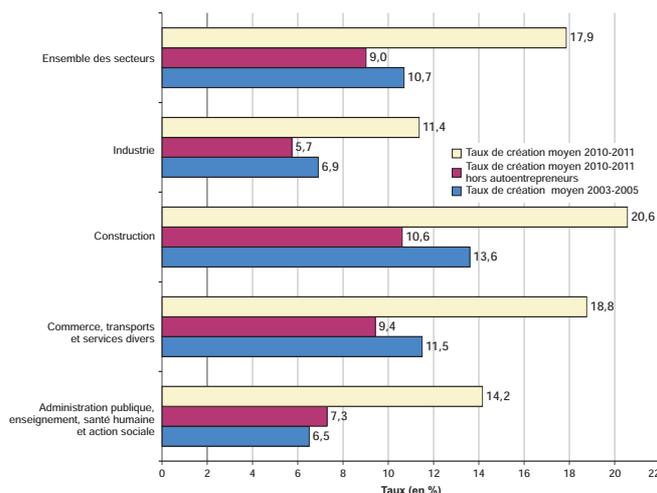
L'espace Lillois est le moins industriel de la région après l'espace Sud Littoral : 11,4 % d'emplois industriels contre 16,1 % en région. Symétriquement, il s'agit du territoire le plus orienté vers les activités tertiaires : 81,9 % des emplois sont concernés contre 75,6 % en région. De même, les cadres et professions intermédiaires y sont davantage représentés que sur les autres espaces : ces deux catégories socioprofessionnelles représentent 44,8 % des actifs de l'Espece Lillois contre 37,9 % en moyenne régionale.

Les secteurs employeurs les plus importants sont le commerce-réparation, les administrations publiques, la santé et l'enseignement. Néanmoins ceux-ci ne sont pas spécifiques au territoire et l'emploi y est assez peu dynamique. Un secteur industriel « historique » de l'espace Lillois est en forte décroissance, celui de la fabrication textile et de l'habillement. S'il apparaît un peu plus spécifique que les secteurs précédents, il concerne peu de postes de travail. Trois autres secteurs sont encore plus spécifiques : les activités financières et d'assurance (stabilité de l'emploi), les activités juridiques, comptables et d'ingénierie (croissance forte de l'emploi) et surtout les activités informatiques et d'information. Si ce dernier concerne un volume peu élevé de postes de travail, il est en très forte croissance et deux fois plus représenté sur ce territoire qu'en région.

En termes d'analyse fonctionnelle, l'espace Lillois compte moins d'emplois liés aux fonctions de fabrication (8,2 % de l'emploi contre 11,4 % en région) en lien avec son orientation nettement moins industrielle. Par contre, il est caractérisé par la bonne implantation des emplois liés à la fonction de gestion : 15,5 % soit 3,3 points de plus qu'en région. De même, les fonctions qui, potentiellement, sont fortement créatrices de valeur ajoutée, y sont plus développées. Les fonctions de conception-recherche, de prestations intellectuelles et de commerce inter-entreprises totalisent 10,5 % des emplois du territoire contre 7,4 % en Nord-Pas-de-Calais.

Créations et dynamiques

Taux moyen de création d'établissements par secteur 2010-2011



Source : répertoire des entreprises et des établissements 2003-2005 et 2010-2011, champ marchand non agricole (Insee).

Indice de concentration de l'emploi par catégorie socio-professionnelle en 2008

Catégorie socio-professionnelle	Espace lillois	Nord-Pas-de-Calais
Global	103,5	97,1
Agriculteurs	99,9	99,8
Artisans commerçants	100,6	99,1
Cadres	97,1	97,0
Professions intermédiaires	104,9	97,5
Employés	107,6	98,2
Ouvriers	103,0	95,3

Source : recensements de la population 2008 (Insee).

Part des établissements de 3 ans ou plus en 2010 :

69,6 % contre 71,6 % en moyenne régionale

Nombre de créations d'établissements en 2010 :

12 473 soit 42,5 % du total régional

Part des cadres des fonctions métropolitaines en 2010 :

10 % contre 6,4 % en moyenne régionale

Taux d'arrivée d'actifs qualifiés entre 2003 et 2008 :

0,98 % contre 0,60 % en moyenne régionale

5

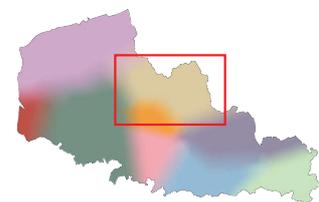
Une surreprésentation marquée des cadres des fonctions métropolitaines

L'espace Lillois a concentré 42,5 % des créations régionales d'établissements en 2010. De même, le taux moyen de création d'établissements sur la période 2010-2011 est le plus élevé après l'espace Artois-Gohelle : 17,9 % contre 17,1 % en moyenne régionale. Quel que soit le secteur retenu, ce taux moyen de création reste supérieur, hormis pour la construction. À l'inverse, la part des établissements ayant au moins trois ans d'existence est la plus faible : 69,6 % contre 71,6 % en région. Ces deux éléments, taux de création important et survie moins prononcée, révèlent un turnover des établissements plus rapide sur l'espace Lillois.

L'un des atouts du territoire repose sur la surreprésentation des cadres des fonctions métropolitaines, en lien avec la position centrale de la métropole régionale : 10 % contre 6,4 % en moyenne régionale. En outre, l'Espace Lillois demeure nettement plus attractif pour les actifs qualifiés : le taux d'arrivée entre 2003 et 2008 est de 0,98 %, les autres espaces étant tous en dessous de 0,50 %.

Autre aspect de l'attractivité et de la polarisation de l'espace Lillois : le territoire compte près de 104 emplois pour 100 actifs occupés résidents. Le territoire assure une fonction de centre d'emploi d'envergure régionale, en attirant par le jeu des migrations alternantes des actifs résidant dans les espaces voisins. L'indice de concentration reste supérieur à 100 pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles sauf pour les cadres. Pour ces derniers, l'espace compte 97 emplois pour 100 actifs occupés résidents. Conséquence de l'attractivité résidentielle de l'espace Lillois pour les actifs les plus qualifiés, les cadres résidant sur l'espace et travaillant en dehors sont plus nombreux que ceux effectuant le trajet inverse. Une partie des cadres du territoire, relativement nombreuse, travaillent à proximité immédiate, sur l'espace Artois-Gohelle ou l'espace Hainaut-Sambre ; d'autres, en petit nombre toutefois, travaillent dans des zones plus éloignées comme Paris.

Focus : l'essor des fonctions métropolitaines et scientifiques



Poids de quelques fonctions dans l'emploi total de 1990 à 2008

Fonction	1990			1999			2008		
	Espace Lillois	Nord-Pas-de-Calais	France métropolitaine	Espace Lillois	Nord-Pas-de-Calais	France métropolitaine	Espace Lillois	Nord-Pas-de-Calais	France métropolitaine
Conception, Recherche	1,8	1,5	2,3	2,2	1,8	2,7	2,6	1,8	2,8
Prestations intellectuelles	2,0	1,4	2,0	2,4	1,7	2,3	3,5	2,4	3,3
Commerce inter-entreprises	4,0	2,8	3,3	4,9	3,4	3,8	4,4	3,2	3,6
Gestion	14,6	11,6	13,1	14,3	11,3	12,6	15,5	12,2	13,3
Culture, Loisirs	1,0	0,8	1,3	1,4	1,0	1,8	1,9	1,4	2,2
Ensemble	23,4	18,1	22,0	25,2	19,2	23,2	27,9	21,0	25,2

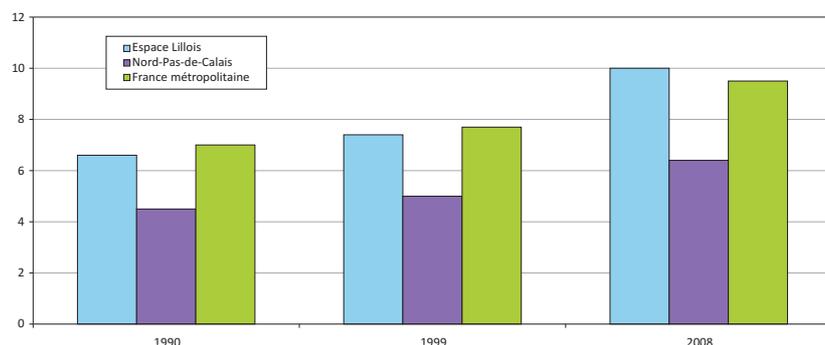
Source : recensement de la population 1990, 1999 et 2008 (Insee).

Poids des activités spécialisées, scientifiques et techniques en 1999 et 2008

Secteur d'activité	1999			2008		
	Espace Lillois	Nord-Pas-de-Calais	France métropolitaine	Espace Lillois	Nord-Pas-de-Calais	France métropolitaine
Activités juridiques, gestion, ... et techniques	2,9	2,2	2,9	4,5	3	3,7
Recherche-développement scientifique	0,4	0,2	0,6	0,5	0,2	0,6
Autres activités spécialisées	1,1	0,8	1	1	0,8	0,9
Ensemble	4,4	3,2	4,5	6	4	5,2

Source : recensements de la population 1999 et 2008 (Insee).

Poids des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi total



Source : recensements de la population 1990, 1999 et 2008 (Insee).

Cadres des fonctions métropolitaines en 2008

Espace Lillois : 10 %

Nord-Pas-de-Calais : 6,4 %

Cadres des fonctions métropolitaines en 2006 pour quelques aires urbaines

Toulouse : 13,7 %

Lyon : 12,1 %

Montpellier : 11 %

Nantes : 10,5 %

Lille : 9,9 %

Marseille : 9,5 %

Une croissance des fonctions métropolitaines plus soutenue qu'à l'échelle nationale mais un retard par rapport à la majorité des autres métropoles régionales

Les cadres des fonctions métropolitaines sont relativement plus nombreux dans l'espace Lillois qu'au plan régional et même qu'au plan national : ils représentent respectivement 10 % contre 6,4 % dans le Nord-Pas-de-Calais et 9,5 % à l'échelle nationale. Si cette part était déjà plus élevée sur l'espace Lillois qu'en moyenne régionale en 1990, ce n'était pas encore le cas en comparaison avec la moyenne nationale. Le système productif du territoire semble depuis deux décennies s'être particulièrement orienté vers les activités qui, potentiellement, sont fortement créatrices de valeur ajoutée. Ainsi, les cinq fonctions spécifiques de la conception-recherche, des prestations intellectuelles, du commerce inter-entreprises, de la gestion et de la culture et des loisirs totalisent 27,9 % de l'emploi en 2008 sur l'espace Lillois, contre 21 % pour la région et 25,2 % pour la France, creusant un écart avec la référence nationale de 1,4 points de plus en 1990 à 2,7 points de plus en 2008. Cependant cette progression repose essentiellement sur la fonction gestion. Pour la fonction conception-recherche, source importante d'innovation, l'espace Lillois reste toujours en deçà des standards nationaux, en dépit d'un phénomène de rattrapage. Ces éléments se confirment d'un point de vue sectoriel : les activités spécialisées, scientifiques et techniques, avec 6 % des emplois, sont plus développées sur l'espace Lillois qu'au plan régional ou national (respectivement + 2 et + 0,8 points). Toutefois, la comparaison à d'autres grandes métropoles régionales, fait apparaître l'espace Lillois comme moins avancé dans le processus de métropolisation : les cadres des fonctions métropolitaines ne représentent que 9,9 % de l'emploi sur l'aire urbaine de Lille, tandis qu'elle atteint 12,1 % sur celle de Lyon et 13,7 % sur celle de Toulouse.

Du revenu au développement humain

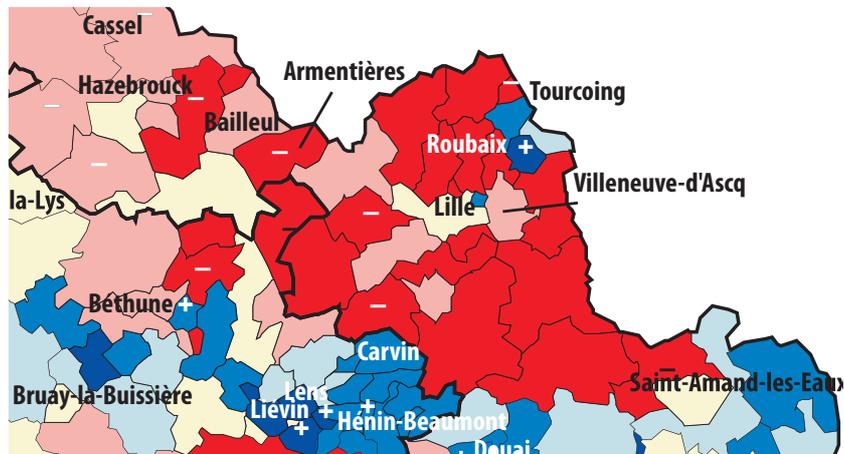
Revenu fiscal médian 2010 (€ par UC)

- Supérieur à 19 000
- De 17 000 à 19 000
- De 16 000 à 17 000
- De 15 000 à 16 000
- De 13 000 à 15 000
- Inférieur à 13 000
- + Rapport interdécile supérieur à 10
- Rapport interdécile inférieur à 4

Revenu médian : 18 070 euros par UC
contre 16 370 euros par UC en Nord-Pas-de-Calais
 1^{er} décile : 5 380 euros par UC
 9^e décile : 36 910 euros par UC

Part des foyers fiscaux non imposés : 47,5 %
contre 53,0 % en Nord-Pas-de-Calais
**Population vivant avec un bas revenu :
 256 500 habitants,**
soit 23,3 % contre 25,6 % en moyenne régionale

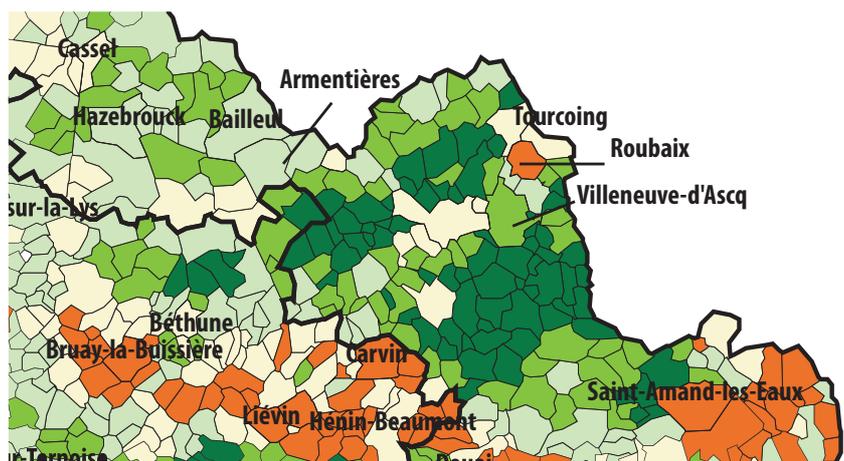
Revenu fiscal médian des cantons et rapport interdécile en 2010



© IGN - Insee 2012
 Source : revenus fiscaux localisés des ménages 2010 (Insee-DGFip).

Indice de développement humain (IDH-4) des communes du Nord-Pas-de-Calais en 2009

- IDH-4**
- Supérieure à 0,700
 - De 0,600 à 0,700
 - De 0,500 à 0,600
 - De 0,400 à 0,500
 - Inférieur à 0,400
 - non défini
- Nord-Pas-de-Calais : 0,483

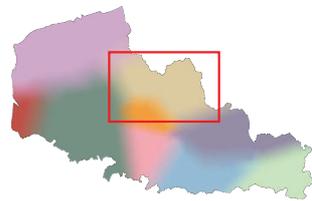


© IGN - Insee 2012
 Sources : DGI, ORS, Région Nord-Pas-de-Calais, calcul D2PE, recensement de la population (Insee).

Une terre de contrastes, où se jouxtent espaces de richesse et quartiers en difficulté

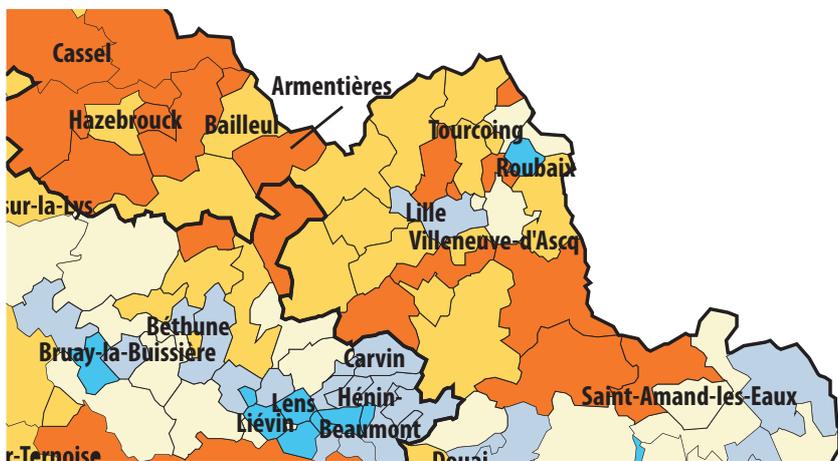
L'espace Lillois présente un niveau de revenu médian au sein de sa population plus soutenu qu'en moyenne : de l'ordre de 18 000 euros par UC, il apparaît ainsi 10 % plus élevé que la référence régionale. Ce constat résulte toutefois de la coexistence de situations très contrastées, entre la présence d'une population précaire (10 % des ménages disposent de moins de 5 380 euros par UC avant transferts sociaux) et d'une population aisée (10 % des ménages disposent de plus de 36 900 euros par UC avant imposition). De même, d'importantes inégalités territoriales sont à noter, entre une large couronne périphérique, s'étendant vers des zones périurbaines des Weppes et de la Pévèle, où les ménages apparaissent globalement plus aisés, les villes de Roubaix et Tourcoing qui au contraire présentent de moindres ressources, et la ville de Lille où se rejoignent des quartiers concentrant les ménages aisés et d'autres concentrant les populations précaires. Ainsi, la commune de Roubaix, avec un revenu fiscal médian qui avoisine les 10 000 euros par UC, jouxte celle de Croix, qui avoisine les 20 000 euros par UC.

Sur l'espace Lillois, la question de la précarité nécessite d'ailleurs d'être prise en compte à une échelle microterritoriale. Près de 310 000 personnes résident dans des quartiers relevant des ZUS ou des CUCS, soit 34,4 % de la population régionale concernée par la politique de la Ville dans sa géographie en vigueur jusqu'en 2014. Dans ces quartiers en difficulté, la faiblesse des revenus s'accompagne le plus souvent de faibles qualifications ou de parcours scolaires erratiques, et de conditions de vie dégradées (logement, santé). Ainsi, l'indice de développement humain IDH-4 signale des difficultés les plus prononcées sur la ville de Roubaix, et dans une moindre mesure Wattrelos et Tourcoing, tout en pointant la ville de Lille, avec Loos et Mons-en-Baroeul, comme un autre espace à enjeux, et enfin la ville d'Armentières.



Ressources des ménages

Taux d'emploi des 15-64 ans par canton en 2008



Taux d'emploi des 15-64 ans en 2008 (%)

- Supérieur à 65
- De 60 à 65
- De 55 à 60
- De 50 à 55
- Inférieur à 50

Juste avant la crise... en 2008

Taux d'emploi : 59,6 %
 Nord-Pas-de-Calais : 57,2 %

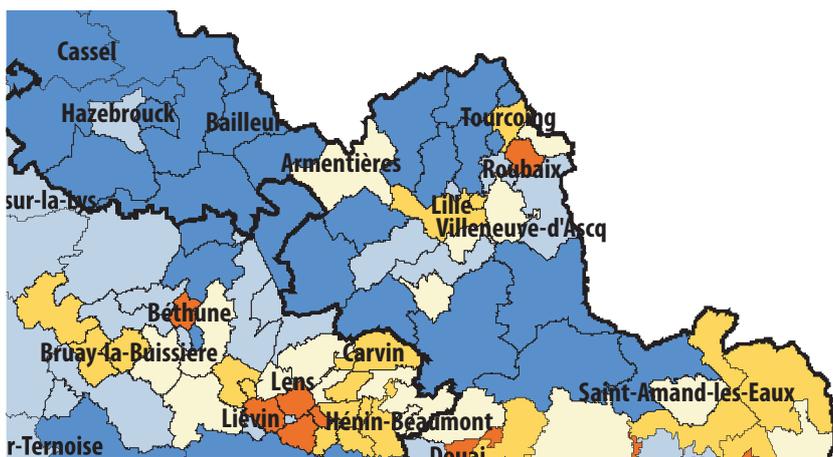
Taux d'emploi féminin : 55,8 %
 Nord-Pas-de-Calais : 51,3 %

Part de ménages dont la personne de référence est au chômage : 7,2 %
 Nord-Pas-de-Calais : 6,9 %

Part de ménages dont la personne de référence est en emploi précaire : 4,9 %
 Nord-Pas-de-Calais : 4,7 %

© IGN - Insee 2012
 Source : recensement de la population 2008 - exploitation complémentaire, (Insee).

Part des personnes couvertes par le RSA socle par canton en 2011



Pendant la crise... en 2011

Population couverte par le RSA socle : 72 600, soit 6,1 %
 Nord-Pas-de-Calais : 6,4 %

Population couverte par l'AAH : 30 960, soit 2,6 %
 Nord-Pas-de-Calais : 3,0 %

Part des allocataires CAF dont plus de 75 % des ressources sont des prestations : 23,8 %
 Nord-Pas-de-Calais : 24,2 %

Part en %

- Supérieur à 10
- De 7 à 10
- De 5 à 7
- De 3 à 5
- Inférieur à 3

© IGN - Insee 2012
 Source : données 2011 sur les allocataires (CAF, MSA) ; recensement de la population 2009 (Insee).

Un taux d'emploi élevé, et pourtant des situations d'exclusion face au marché du travail

Articulé autour du pôle économique de l'agglomération lilloise, l'espace présente un niveau d'insertion professionnelle au dessus de la moyenne régionale. 59,6 % des personnes en âge de travailler occupent un emploi, soit 2 points de plus qu'en Nord-Pas-de-Calais. Ce résultat tient principalement à une participation des femmes au marché du travail nettement supérieure sur l'espace Lillois qu'ailleurs dans la région. 55,8 % des femmes en âge de travailler occupent un emploi, soit 4 points de plus qu'en Nord-Pas-de-Calais. Ce résultat peut découler à la fois du type d'emploi présent sur le territoire, avec des activités de service, de commerce et d'administration publique bien présentes qu'ailleurs, et d'un niveau général de richesse et de formation plus soutenu qu'en moyenne régionale, favorisant l'activité professionnelle.

Pourtant, l'espace n'est pas exempt d'une précarité liée à l'exclusion du marché du travail. 7,2 % des ménages ont pour personne de référence un demandeur d'emploi, et 4,9 % un actif en emploi précaire, des taux proches de la moyenne régionale. Les difficultés d'accès à l'emploi semblent se concentrer sur des populations et des territoires, en particulier sur Roubaix, avec un taux d'emploi inférieur à 50 %. Sur la ville de Lille, l'analyse de l'accès à l'emploi est plus complexe, du fait de la sur-représentation d'une population étudiante, dite inactive, sans pour autant être nécessairement concernée par des enjeux de précarité. In fine, l'espace Lillois a cette particularité d'avoir l'un des taux d'emploi les plus élevés des différents espaces de la région, et pourtant une proportion proche de la moyenne régionale pour les personnes en situation d'exclusion. Ainsi, 72 600 personnes sont couvertes par le RSA et 30 960 par l'AAH, soit respectivement 6,1 % et 2,6 % de la population de l'espace.

Capital humain et enjeux sanitaires

Part de non diplômés en 2008 (%)



Part des personnes sans diplôme : 16,8 %

Nord-Pas-de-Calais : 17,5 %

Part des titulaires d'un diplôme du supérieur : 32,4 %

Nord-Pas-de-Calais : 24,1 %

Part des élèves et étudiants de 15 à 59 ans : 15,4 % (soit 129 000 personnes)

Nord-Pas-de-Calais : 12,9 %

Part des personnes de 25-34 ans sans diplôme : 11,7 %

Nord-Pas-de-Calais : 12,3 %

Nombre de médecins pour 10 000 habitants :

- 12,5 généralistes
- 6,2 spécialistes

Pour le Nord-Pas-de-Calais :

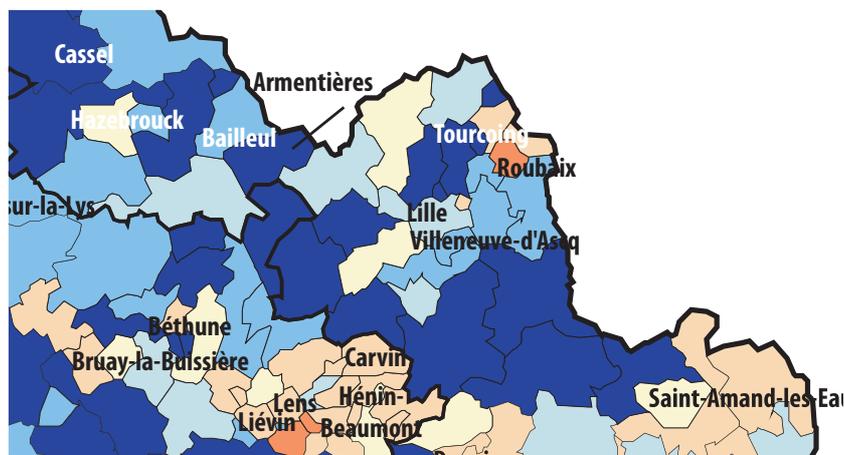
- 10,8 généralistes
- 5,1 spécialistes

En %



Moyenne nationale : 125
Moyenne régionale : 100

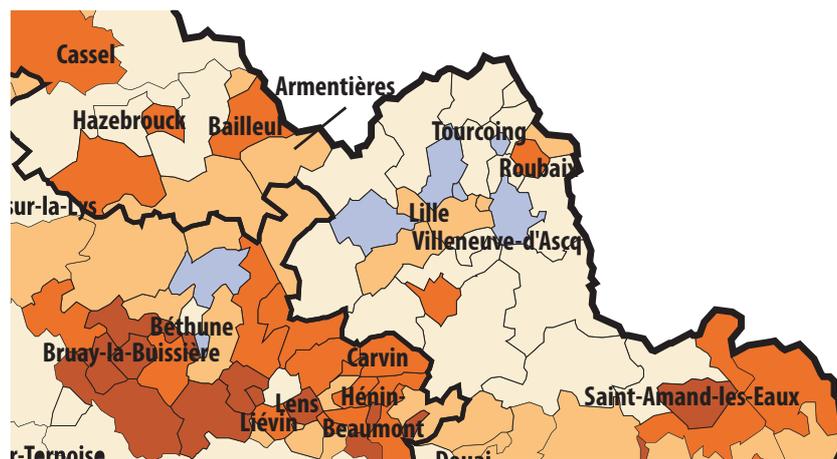
Part des non-diplômés parmi les 15-59 ans non scolarisés



© IGN - Insee 2012

Source : recensement de la population 2008, exploitation complémentaire (Insee).

Indice comparatif de mortalité sur la période 2006-2009



© IGN - Insee 2012

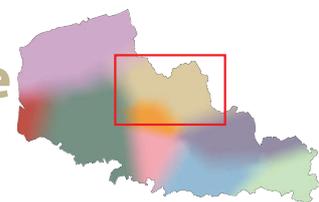
Source : ORS Nord-Pas-de-Calais.

Diplômés du supérieur long et non-diplômés : un large spectre de situations éducatives

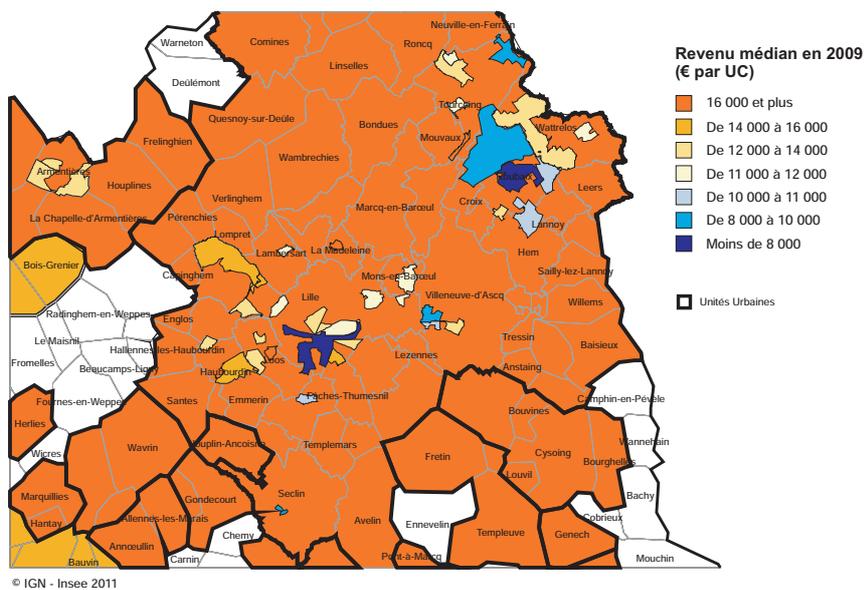
L'espace Lillois compte 16,8 % de sa population âgée de 15 à 59 ans sans diplôme, une situation proche de la moyenne régionale. La proportion de non-diplômés est la plus faible dans les espaces périurbains qui forment une couronne résidentielle dans l'arc sud de l'agglomération lilloise, autour de La Bassée, Seclin, Pont-à-Marcq, Cysoing... mais aussi dans les villes au nord, autour de Lambersart et de Marcq-en-Barœul. Elle reste à l'inverse élevée sur Roubaix, avec plus de 25 % de personnes sans diplôme, et dans une moindre mesure sur Tourcoing et Wattrelos. L'espace Lillois, en lien avec l'implantation des universités d'une part, d'une offre d'emplois qualifiés d'autre part, compte 32 % de diplômés du supérieur parmi la population âgée de 15 à 59 ans, soit la proportion la plus élevée en Nord-Pas-de-Calais. Le territoire se distingue tout particulièrement par la proportion des diplômés du supérieur long, de 16,8 % soit 6 points de plus qu'en moyenne régionale. Sur la dimension éducative, l'espace Lillois apparaît de nouveau une terre de contrastes, avec une part significative de personnes sans diplôme et une part élevée de diplômés du supérieur, qui se double là encore de contrastes territoriaux avec la spécificité de Roubaix-Tourcoing et de quartiers en difficulté de Lille.

L'espace Lillois présente un état sanitaire globalement plus favorable qu'en moyenne régionale. Quelques territoires présentent un état plus dégradé, comme sur l'axe Lille-Haubourdin d'une part, ou le triangle Roubaix-Tourcoing-Wattrelos. Il n'y a toutefois pas de territoires présentant de dégradation atypique de l'état sanitaire, comme cela peut s'observer sur l'ancien bassin minier. Le territoire bénéficie d'une couverture médicale plus importante qu'en moyenne régionale, tant en densité médicale qu'en infrastructure hospitalière, avec la présence en particulier du CHR.

Focus : À l'échelle des quartiers, des zones de précarité en rupture avec l'aisance de l'espace



Revenus médians à l'échelle des quartiers prioritaires Zus et Cucs de l'unité urbaine de Lille



Source : revenus fiscaux localisés (Insee, DGFIP).

Répartition de la population des quartiers Zus et Cucs des quatre plus grandes unités urbaines selon leur niveau de contraste et de disparité (en %)

	Unités urbaines			
	Lille	Valenciennes	Douai-Lens	Maubeuge
Contraste faible, disparité faible	0	9	18	2
Contraste faible, disparité forte	2	29	31	30
Contraste modéré	15	32	40	44
Contraste fort, disparité forte	56	13	4	2
Contraste fort, disparité faible	27	17	7	22
Ensemble	100	100	100	100

Note de lecture : La Politique de la Ville vise à réduire l'écart entre les revenus perçus par les habitants du quartier et les revenus perçus par les autres habitants de l'unité urbaine à laquelle appartient le quartier. Cet écart de revenu entre quartier et unité urbaine est appelé dans le présent tableau "contraste". Cette mesure du décrochage global du quartier par rapport à son environnement est complétée par l'étude de la disparité des revenus à l'intérieur de chaque quartier. La "disparité" mesure l'écart entre les revenus des ménages les plus aisés et des ménages les plus pauvres au sein de chaque quartier.

Source : revenus fiscaux localisés (Insee, DGFIP).

Des quartiers en décrochage par rapport à leur environnement

Si l'espace Lillois se caractérise par des revenus sensiblement plus élevés qu'en moyenne régionale, ce constat masque de profondes disparités territoriales, des zones aux revenus élevés en côtoyant d'autres où se concentrent les populations à très faibles revenus. Ainsi, selon la géographie de la politique de la Ville en vigueur jusqu'en 2014, 29 % de la population de l'unité urbaine de Lille résident en ZUS (Zone Urbaine Sensible) ou en CUCS (Contrats Urbains de Cohésion Sociale). Si cette part est plus élevée que sur d'autres unités urbaines comme Arras ou Dunkerque, elle est en revanche bien plus faible que sur celles de Valenciennes ou de Maubeuge (où elle atteint 57 %). Les revenus des ménages des quartiers prioritaires de Lille sont en outre globalement plus importants que ceux des quartiers prioritaires des autres unités urbaines de la région.

Les quartiers de l'unité urbaine de Lille se caractérisent par une situation socio-économique nettement dégradée en comparaison de celle de leur environnement. Les revenus au sein des Zus et Cucs sont en effet très inférieurs à ceux des résidents de l'unité urbaine (le revenu fiscal médian est de moins de 8 000 euros pour la Zus de Roubaix-Est et celle de Lille-Sud contre près de 17 000 euros pour l'ensemble de l'unité urbaine). Les quartiers dits en fort décrochage par rapport à leur environnement regroupent 83 % des habitants des quartiers prioritaires de l'unité urbaine de Lille (contre seulement 30 % sur l'unité urbaine de Valenciennes par exemple). À l'inverse, seuls trois quartiers, rassemblant 2 % de la population des Zus et Cucs de l'unité urbaine, sont en faible contraste (contre près de 38 % sur l'unité urbaine de Valenciennes). Parmi les 34 quartiers en fort décrochage, 8 d'entre eux dont en particulier la Zus de Roubaix-Est, la Zus de Lille-Sud et son extension en quartier Cucs, se caractérisent de surcroît par des difficultés touchant de façon homogène l'ensemble des habitants de ces quartiers : la disparité interne au quartier est donc faible. En revanche, dans les 26 autres quartiers en fort décrochage, qui rassemblent 56 % de la population des Zus et Cucs de l'unité urbaine, les populations ne connaissent pas toutes les mêmes difficultés et les quartiers sont dits en forte disparité. Cette proportion de quartiers cumulant fort contraste et disparité élevée paraît nettement plus importante sur l'unité urbaine de Lille puisqu'elle n'atteint que respectivement 13 % et 2 % sur celle de Valenciennes et de Maubeuge.

Des migrations résidentielles ...

Immigration 2003-2008 : 96 900 habitants

Part interne : 46 %

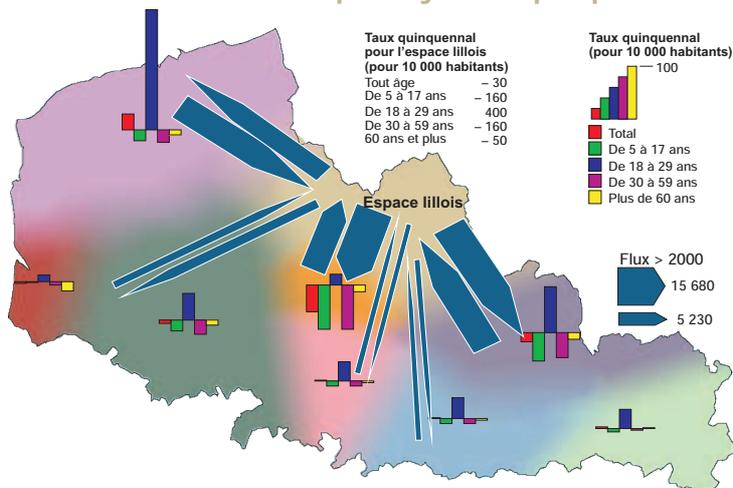
Part externe : 54 %

Émigration 2003-2008 : 124 800 habitants

Part interne : 39 %

Part externe : 61 %

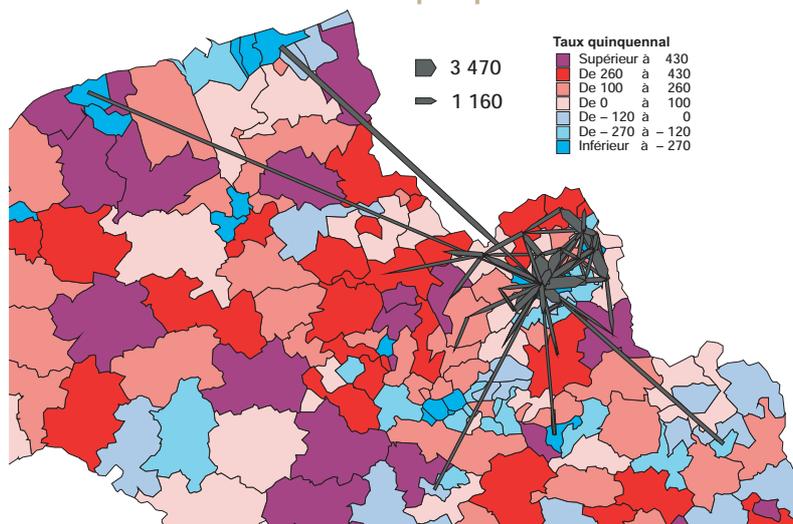
Taux quinquennal de migration nette, interne à la région, vis-à-vis de chacun des espaces régionaux et principaux flux



© IGN - Insee 2013

Source : recensement de la population 2008 (Insee).

Taux quinquennal de migration nette, interne à la région, des cantons et principaux flux



© IGN - Insee 2013

Source : recensement de la population 2008 (Insee).

Taux de migration nette global 2003-2008 :

- 220 pour 10 000 habitants

Taux de migration nette interne 2003-2008 :

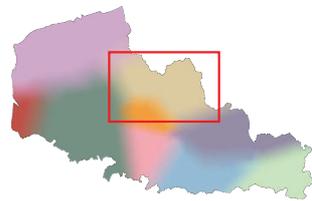
- 31 pour 10 000 habitants

Taux de migration nette externe 2003-2008 :

- 189 pour 10 000 habitants

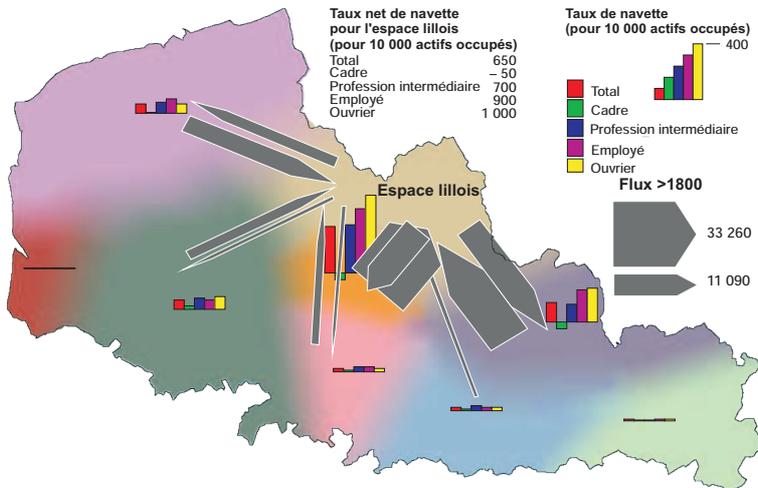
Des mobilités résidentielles élargies à d'autres régions et liées au cycle de vie

Sur la période 2003-2008, près de 96 900 personnes se sont installées dans l'espace Lillois, quand 124 800 personnes au contraire l'ont quitté. La place prise par les migrations interrégionales au sein de ces échanges est particulièrement élevée : l'espace Lillois est le seul au sein du Nord-Pas-de-Calais pour lequel les entrées et les sorties sont en majorité tournées en dehors de la région (54 % des arrivées, 61 % des départs), notamment vers l'Île-de-France. Ainsi, près de 52 400 entrées et 76 400 départs proviennent ou se dirigent vers les autres régions françaises, soit un déficit migratoire de - 24 000 habitants, ou - 189 habitants pour 10 000. En comparaison, les flux internes au Nord-Pas-de-Calais apparaissent moins intenses et plus équilibrés : 44 500 arrivées pour 48 500 départs, avec un déficit migratoire de - 4 000 habitants, soit - 31 habitants pour 10 000. Leur correspondent toutefois des déséquilibres marqués selon les profils d'âge. Grâce à son offre universitaire et son marché du travail, l'espace Lillois attire de jeunes adultes, étudiants ou actifs en début de carrière, venus de l'ensemble des espaces de la région, et plus particulièrement de l'espace Nord-Littoral, dans une moindre mesure de l'espace Hainaut-Sambre. L'espace Lillois enregistre ainsi un gain migratoire de + 400 pour 10 000 habitants âgés de 18 à 29 ans. Réciproquement, les ménages plus âgés, en particulier les familles, sont plus nombreux à quitter l'espace qu'à s'y installer, avec un déficit migratoire de - 160 pour 10 000 habitants âgés de 30 à 59 ans. L'espace Artois-Gohelle est alors le premier espace d'accueil, suivi de l'espace Hainaut-Sambre. En interne à l'espace Lillois, deux systèmes de mobilité de proximité se démarquent, autour de Lille-Villeneuve d'Ascq d'une part, de Roubaix-Tourcoing d'autre part, complétés par des migrations en cascade vers les espaces périphériques. Par ailleurs, des flux migratoires significatifs prennent place entre les grandes villes de la région (Dunkerque, Calais, Arras, Douai, Valenciennes...) et la ville de Lille.



... Aux migrations alternantes

Taux net de navetteurs, interne à la région, vis-à-vis de chacun des espaces régionaux et principaux flux

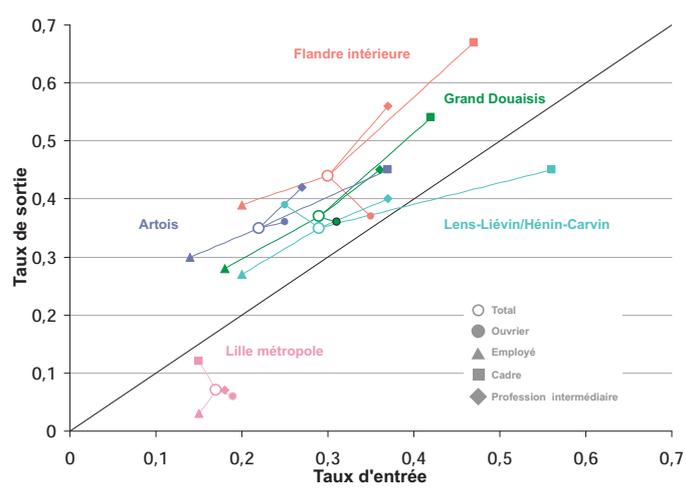


Entrées d'actifs occupés : 82 400
Part interne : 93 %
Part externe : 7 %

Sorties d'actifs occupés (y.c échanges frontaliers) : 62 800
Part interne : 63 %
Part des autres régions : 15 %
Part des frontaliers : 22 %

© IGN - Insee 2013
 Source : recensement de la population 2008 (Insee).

Taux d'entrée-sortie des SCoT de l'espace Lillois par catégories socioprofessionnelles



Ouvrier
Taux d'entrée : 0,17
Taux de sortie : 0,08

Employé
Taux d'entrée : 0,12
Taux de sortie : 0,04

Profession intermédiaire
Taux d'entrée : 0,15
Taux de sortie : 0,08

Cadre
Taux d'entrée : 0,12
Taux de sortie : 0,12

Source : recensement de la population 2008 (Insee).

En dépit de flux d'entrées massifs, un marché du travail très intégré

L'espace Lillois voit 82 400 actifs rejoindre l'espace au titre des navettes domicile-travail, quand 62 800 actifs le quittent. Si ces volumes sont les plus élevés des espaces régionaux, du fait de l'importance démographique et économique de l'espace Lillois, ils apparaissent en réalité relativement faibles une fois rapportés à l'ensemble de la population active occupée. Une partie des navettes correspond à des échanges transfrontaliers, en particulier à l'échelle de l'Eurométropole. En se limitant aux migrations internes à la région, l'espace présente un large excédent migratoire : 76 300 actifs viennent y travailler chaque jour quand 39 700 le quittent, soit un taux de l'ordre de + 650 pour 10 000 actifs occupés, le plus élevé dans la région. Cet excédent migratoire porte sur les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers, tandis qu'autant de cadres quittent ou rejoignent l'espace au quotidien. Les flux les plus importants prennent place avec l'espace Artois-Gohelle, où ils sont très excédentaires, puis avec l'espace Hainaut-Sambre et l'espace Nord-Littoral, plus proches de l'équilibre. Pourtant, ces échanges ont un poids relatif modéré au sein du marché du travail de l'espace Lillois : les taux d'entrées sont compris entre 0,1 et 0,2 pour toutes les catégories socio-professionnelles. En outre, les résidents de l'espace Lillois sont proportionnellement peu nombreux à travailler en dehors : les taux de sortie sont inférieurs à 0,1, sauf pour les cadres. Ce constat correspond principalement à la situation du SCoT de Lille Métropole, qui concentre l'essentiel des actifs et des emplois du territoire. Les territoires périurbains localisés aux franges de l'espace, par exemple le SCoT de Flandre intérieure, ont un profil au contraire très déficitaire : assurant une fonction résidentielle, ils se caractérisent par d'importantes sorties de navetteurs qui y résident et peu d'entrées d'actifs résidant en dehors.

Équipements et accessibilité

Temps d'accès moyen (en minute)
(Aux 5 domaines d'équipement de la gamme supérieure ajustée)

- De 11,2 à 24,7
- De 9,0 à 11,2
- De 7,3 à 9,0
- De 5,7 à 7,3
- De 0,0 à 5,7

- Équipement de santé de la gamme supérieure ajustée
- Équipement d'enseignement de la gamme supérieure ajustée
- Équipement de culture, loisir de la gamme supérieure ajustée

Densité d'équipements pour 10 000 habitants en 2012

Gamme supérieure ajustée

Espace Lillois : 17,7

Région : 15,2

Dont le domaine de la santé

Espace Lillois : 12,1

Région : 10,7

Dont le domaine de l'enseignement

Espace Lillois : 2,0

Région : 1,4

Temps d'accès minimum à un pôle
de la gamme supérieure (en minute) :

- Pôle
- De 1 à 10
- De 10 à 15
- De 15 à 20
- De 20 à 25
- De 25 à 30
- Plus de 30

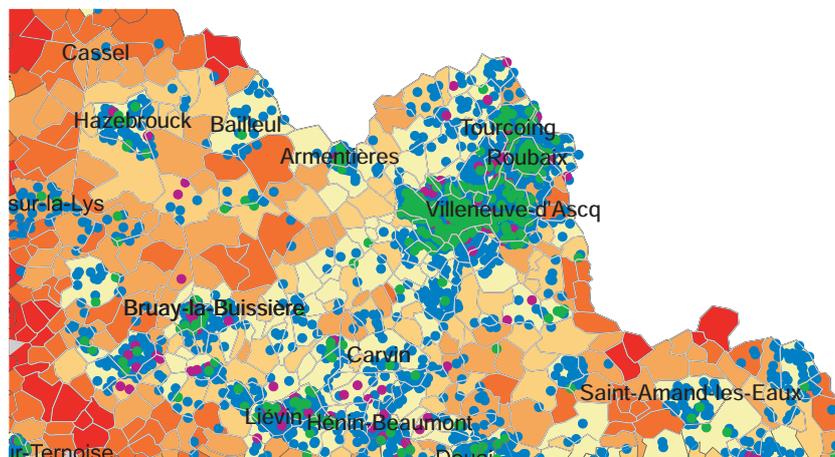
Part de la population de l'espace localisée...

à moins de 10 minutes d'un pôle : 65,9 %

de 10 à 20 minutes d'un pôle : 29,0 %

à plus de 20 minutes d'un pôle : 5,1 %

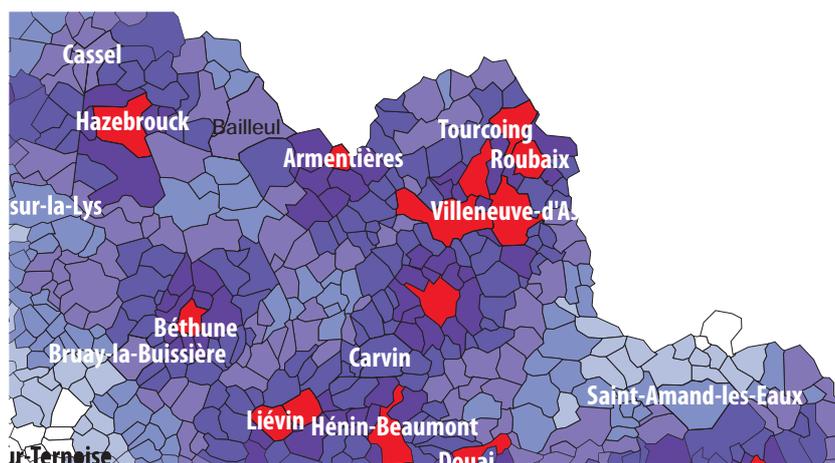
Temps d'accès aux équipements de la gamme supérieure ajustée et densité d'équipements pour la santé, l'enseignement et les loisirs-culture



© IGN - Insee 2013

Source : base permanente des équipements 2012 (Insee).

Pôles de la gamme supérieure ajustée et aires d'influence



© IGN - Insee 2013

Source : base permanente des équipements 2012 (Insee).

Une offre d'équipements et de service de rang métropolitain

Avec la plus grande concentration de population de la région, l'espace Lillois concentre également les équipements et services relevant de la gamme supérieure. De par sa fonction métropolitaine, le territoire dispose d'une densité d'équipements particulièrement soutenue : 17,7 équipements supérieurs pour 10 000 habitants, contre 15,4 en moyenne régionale. Cette caractéristique se retrouve sur l'ensemble des domaines : elle est sans doute la plus prononcée pour le domaine de l'enseignement (2 équipements pour 10 000 habitants contre 1,4 en moyenne régionale) et celui de la culture et des loisirs (0,4 équipements pour 10 000 habitants contre 0,3 en moyenne régionale). Ces éléments correspondent à la fonction universitaire assurée par l'espace, qui regroupe une large offre universitaire complétée par des écoles, et à la stature métropolitaine de l'espace pour les équipements culturels (scènes, musées...). Le haut niveau d'implantation des équipements est en outre à considérer avec la présence voisine de Courtrai. Réciproquement, l'espace Lillois apporte des services qui dépassent sa seule géographie : la densité des équipements correspond également à la fréquentation venue des espaces voisins.

L'espace Lillois, composé en son cœur d'un vaste croissant urbain, a la particularité de comporter de multiples pôles de service très proches les uns des autres, voire adjacents : Lille, Villeneuve d'Ascq, Roubaix, Tourcoing, Lambertsart. D'autres pôles émergent, plus en périphérie, avec Armentières et Seclin. Ensemble, ces pôles couvrent les territoires les plus densément peuplés. L'espace Lillois présente ainsi la plus forte accessibilité géographique aux équipements supérieurs parmi les espaces régionaux : les deux tiers des habitants résident à moins de 10 minutes d'un pôle de service. Quelques communes apparaissent plus isolées, aux franges périurbaines de l'espace, par exemple entre Hazebrouck et Armentières, ou en bordure d'Orchies, tout en restant à proximité d'une partie de l'offre supérieure.